

Mesure n°51b : Aide à l'amélioration et au développement des sites aquacoles (installation, infrastructures)

Objectifs de la mesure

Cette mesure vise à moderniser ou développer des zones à vocation aquacole, y compris les ports conchylicoles, afin d'augmenter le potentiel des entreprises déjà existantes, favoriser l'installation de nouvelles entreprises aquacoles et réduire les incidences négatives sur l'environnement.

Conditions d'éligibilité

Conditions d'éligibilité géographique

Cette mesure est ouverte dans les régions suivantes :

Métropole : Basse-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, Aquitaine Limousin Poitou-Charentes, Languedoc-Roussillon, PACA, Corse, et les régions continentales : Ile de France, Champagne-Ardennes-Lorraine-Alsace, Bourgogne-Franche-Comté, Rhône-Alpes Auvergne, Centre Val de Loire

RUP : Guyane, Martinique

Conditions d'éligibilité portant sur les bénéficiaires

Les bénéficiaires sont (liste exhaustive) :

- les organismes publics (ex. collectivités territoriales, SPL, SPLA, ODP tels que par exemple CNPMM, CRPMM et CDPMM, CNC et CRC, Aglia) ;
- les organismes privés investis par l'État membre des missions susmentionnées (CIPA, OP, GDS, FFA, syndicats, organismes consulaires, centres et instituts techniques, coopératives maritimes et autres structures gestionnaires de concessions aquacoles, structures professionnelles représentatives (ex. GAED)).

Conditions d'éligibilité portant sur les projets

Les actions ne doivent pas relever de la mise en conformité avec une réglementation ou une norme de l'Union déjà applicable. En cas du devancement d'une nouvelle réglementation ou norme, les investissements sont éligibles (et les aides peuvent être accordées) uniquement si la date de décision d'octroi de l'aide est antérieure à la date de mise en application de ladite réglementation ou norme.

Les projets peuvent prendre la forme d'un partenariat, sous réserve que le bénéficiaire de l'aide fournisse une convention de partenariat.

Les opérations éligibles sont la mise en œuvre d'actions collectives en vue :

- d'accroître le potentiel des sites aquacoles, y compris des ports conchylicoles ;
- de moderniser des infrastructures collectives existantes ;
- de réhabiliter des sites aquacoles ou de restaurer des zones de friches aquacoles ;
- de délimiter un groupe de concessions de cultures marines par des opérations de bornage collectif ;
- de réaliser des opérations de remembrement ;
- de réduire les incidences négatives de l'aquaculture sur l'environnement.

Les dépenses éligibles sont :

- les investissements matériels :
 - travaux (ex. construction, agrandissement et aménagement de bâtiments collectifs et de bassins collectifs, réhabilitation de claires, restauration de zones de production conchylicole, dragage, prises d'eau en milieu naturel)
 - acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages à usage collectif liés à l'opération, dans le respect du décret national d'éligibilité des dépenses et de son arrêté d'application

- acquisition d'équipements et de matériels à usage collectif spécifiquement liés à l'opération (ex. systèmes de circulation hydraulique, systèmes de traitement d'eau, équipements de stockage, tables conchylicoles de type méditerranéen, balisage collectif, équipement de fournitures d'énergie renouvelable, matériel de suivi de la qualité des eaux et du milieu)
- carburant du navire affecté aux opérations éligibles
- les investissements immatériels (prestations de service) :
 - études préalables à l'opération qui peuvent être de nature technique, scientifique, juridique, environnementale ou économique, frais de conseil et expertises, dans le respect du décret national d'éligibilité des dépenses et de son arrêté d'application
 - autres études, formation, frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage, etc.
- les frais de personnel directement liés à l'opération (y compris les frais de maîtrise d'ouvrage)
- les frais indirects, dans la mesure où ces coûts ne sont pas déjà couverts par des aides publiques
- les frais de restauration et logement directement liés à l'opération
- les frais de déplacement directement liés à l'opération

Ne sont pas éligibles :

- les opérations de maintenance et de réparation des équipements ;
- les travaux de voirie et de viabilisation (raccordements électriques et branchements au réseau d'eau domestique) ;
- les digues ;
- l'achat de matériel productif à usage non collectif ;
- le matériel d'occasion ;
- les équipements de sécurisation des sites (ex. caméras de surveillance, portail, grillage) ;
- les taxes et assurances.

Critères de sélection

Les dossiers seront classés selon une grille de sélection qui s'appuiera sur les critères de sélection suivants :

Critères de sélection portant sur les bénéficiaires

Principes de sélection	Critères de sélection
Impacts économiques sur les filières, le développement des marchés et la compétitivité des entreprises	
Impacts sur l'emploi	
Qualité environnementale	
Dimension collective	
Cohérence des projets, contribution à la bonne gouvernance	Qualité du consortium (complétude des compétences ; qualité des compétences et du pilotage du projet) et de l'organisation du projet (calendrier, jalons...) ou du porteur de l'opération à conduire le projet (robustesse économique, compétence...)

Critères de sélection portant sur les projets

Principes de sélection	Critères de sélection
Impacts économiques sur les filières, le développement des marchés et la compétitivité des entreprises	L'opération permet l'augmentation de la production aquacole
	L'opération permet d'améliorer la qualité des produits pour le consommateur
	L'opération permet d'améliorer la compétitivité ou la résilience des entreprises aquacoles cibles
	Le projet met en œuvre une technologie innovante reconnue dont les effets positifs ont déjà été démontrés
Impacts sur l'emploi	L'opération permet l'implantation de nouvelles entreprises
Qualité environnementale	L'opération prend en compte les enjeux environnementaux

Dimension collective	Le projet bénéficie à un grand nombre d'entreprises de la profession ciblée
Cohérence des projets, contribution à la bonne gouvernance	Les modalités de mise en œuvre sont pertinentes
	Les professionnels sont associés au projet
	D'autres acteurs ou usagers sont associés au projet (gouvernance)
	Le projet prévoit de valoriser un espace déjà aménagé ou abandonné

Les modalités d'application des critères de sélection (grilles de notation) seront approuvées par le CNS sur proposition des comités régionaux ad hoc ou de l'AG pour les régions continentales.

Modalités de financement

Modalités de calcul de l'assiette éligible au FEAMP

Peuvent être pris en compte pour déterminer l'assiette éligible :

- Les dépenses d'investissement matériel ou immatériel : sur une base réelle
- Les prestations : sur une base réelle
- Frais de personnel directement liés à l'opération : barème de coût unitaires basé sur les données réelles du bénéficiaire
- Les frais indirects : sur une base forfaitaire de 15% des frais de personnel directement liés à l'opération (cf. note sur les coûts simplifiés) et sous réserve que ces coûts ne soient pas couverts par des aides publiques
- Les frais de restauration et logement du personnel, directement liés à l'opération : sur la base des barèmes de la fonction publique (cf. note sur les coûts simplifiés)
- Les frais de déplacement du personnel, directement liés à l'opération : sur une base réelle sur la base de la classe économique ou de la seconde classe (sauf pour les déplacements en voiture : prise en charge sur la base du barème kilométrique de la fonction publique) (cf. note sur les coûts simplifiés)

Un plancher d'éligibilité de 5 000 € d'aides publiques est appliqué par projet sauf exception dûment justifiée. Le cas échéant, le niveau de ce plancher sera approuvé par le CNS sur proposition des comités régionaux ad hoc correspondants ou de l'AG pour les régions continentales.

Dans chaque région un plafond pourra être défini en comité régional ad hoc, et approuvé en CNS

Intensité d'aides publiques

L'intensité de l'aide publique appliquée à la mesure est de 50%, sauf exceptions réglementaires portant sur la nature des bénéficiaires ou des opérations (cf. tableau ci-dessous).

			L'opération est mise en œuvre par des entreprises qui répondent à la définition des PME :			
ODP (collectivités) et ORDP (CRC, CRPMEM...); entreprise chargée de la gestion de SIEG ¹	L'opération remplit l'ensemble des critères suivants: i) elle est d'intérêt collectif; ii) elle a un bénéficiaire collectif; iii) elle présente des caractéristiques innovantes, le cas échéant, au niveau local (ex. cas des coopératives aquacoles)	L'opération est mise en œuvre par des entreprises qui ne répondent pas à la définition des PME	Cas général	Bénéficiaires de projets collectifs autres que les groupes d'action locale de la pêche (ex. cas des coopératives aquacoles)	Organisation de producteurs, associations d'organisations de producteurs ou d'organisations interprofessionnelles	Opérations situées dans des RUP
80 % ou 70 % (cas de porteurs de projets concernés par l'application de l'article L1111-9 du CGCT)	80 % ou 70 % (cas de porteurs de projets concernés par l'application de l'article L1111-9 du CGCT)	30%	50 %	60%	75%	80%

Taux de cofinancement du FEAMP

Le taux de cofinancement du FEAMP représente 75% des dépenses publiques éligibles.

=> Critères approuvés en comité national de suivi du
l'article 113 du règlement 508/2014 relatif au FEAMP

29 MARS 2016 conformément à

¹ Services d'intérêt économique général